

## Une solution coopérative pour sortir de l'euro

*Jean-Jacques ROSA et Gérard LAFAY*

*Nous nous sommes placés dans la perspective de l'après élections européennes du 25 mai, marquant, par hypothèse, un progrès significatif des votes eurosceptiques, pour suggérer une voie de sortie réaliste du piège délétère de l'euro.*

Les élections européennes viennent de montrer que les électeurs, en France comme en Allemagne, ont bien pris la mesure des réalités essentielles de la supranationalité monétaire. Ils ont compris quel rôle particulièrement néfaste a joué l'euro dans l'aggravation des difficultés des pays de la zone monétaire, la croissance du Produit Intérieur Brut réel, la plus faible du monde, n'y ayant été en moyenne que de 1,3 % par an depuis l'origine jusqu'en 2013.

Ce constat est désormais largement reconnu, même par les européistes les plus convaincus, mais qui n'en tirent cependant aucun enseignement. C'est pourtant l'euro qui maintient très en dessous de son potentiel la croissance des économies qui l'ont adopté. La raison tient à leur large ouverture sur l'extérieur. En 2012, la part dans le PIB des échanges de biens et services avec le reste du monde représente 28 % pour l'Italie, 30 % pour la France, 32 % pour l'Espagne, 47 % pour l'Allemagne, et elle atteint des chiffres supérieurs à 75 % pour les plus petits pays. Et la fraction de ces exportations et importations se faisant à l'intérieur de la zone euro représente, selon les cas, entre un tiers et deux tiers de l'ensemble des échanges extérieurs des pays membres.

Pour des économies aussi ouvertes, le taux de change est évidemment LE prix le plus important, car il affecte ceux de toutes les importations et de toutes les exportations.<sup>1</sup> Or l'euro supprime toute possibilité de correction des divergences de coûts entre pays membres par le moyen simple et efficace des modifications des changes nominaux. Et il a été, de plus, considérablement réévalué

---

<sup>1</sup> Rappelons qu'il s'agit du taux de change « réel » qui combine le taux de change nominal (par rapport aux autres devises) et l'évolution relative des prix et coûts nationaux.

par rapport au dollar et au yuan au fil des ans.

Deux facteurs ont ainsi condamné nos économies à la destruction. D'une part, la surévaluation générale de l'euro à partir de 2003 : au taux nominal actuel de 1 euro contre 1,4 dollars, le niveau moyen des prix de la zone dépasse de 17 % celui des prix aux Etats-Unis et de 32 % celui des prix de l'ensemble du monde. D'autre part, les écarts structurels d'inflation entre les pays membres se sont creusés : vis-à-vis de l'Allemagne, ils atteignent ainsi, cumulés entre 1998 et 2011, 11 % pour la France, 17 % pour l'Italie, 19 % pour la Grèce, 21 % pour le Portugal, 29 % pour l'Espagne. Essayer de réduire de tels écarts par la déflation, comme actuellement, constitue un procédé lent, économiquement coûteux et socialement insupportable.

Il faut donc en finir avec l'euro car le système restera nocif pour des pays structurellement dissemblables. Mais la sortie isolée d'un seul pays pose problème car elle contribuerait à majorer les dettes extérieures en euros en cas de dévaluation de la nouvelle monnaie nationale (pays du sud), et elle déterminerait une perte de compétitivité et d'activité en cas de réévaluation de la nouvelle monnaie (Allemagne). De plus aucun pays ne veut sortir le premier de peur d'être stigmatisé comme le fossoyeur de la « construction européenne » qui constitue la religion commune de nos élites politiques.

Une solution coopérative s'impose alors pour sortir de cette impasse. L'Allemagne et la France, les deux principaux responsables de la création de l'euro, pourraient reconnaître, à la lumière des résultats électoraux comme à celle du risque désormais non négligeable de déflation, qu'ils considèrent désormais indispensable d'en sortir, même si leurs raisons sont dissemblables. L'Allemagne par crainte d'avoir à subventionner le sud à perpétuité dans une « économie de transferts »; la France pour éviter de s'enfoncer toujours plus dans la déflation et la dépression.

La coopération franco-allemande pour assumer la responsabilité partagée du changement nécessaire jouerait ainsi un rôle essentiel, mais pour favoriser le retour à la croissance de tous les pays membres au lieu de les conduire, comme actuellement, vers la déflation compétitive et les dissensions politiques. Ce serait une solution efficace que le pragmatisme impose, car il faut bien reconnaître qu'une solution plus démocratique de négociation à 18 est pratiquement impossible en une matière qui appelle à la fois rapidité et secret, en raison des implications prévisibles sur les marchés financiers internationaux. Qui plus est une sortie franco-allemande ferait baisser l'euro « résiduel », pour autant qu'il subsiste, ce qui faciliterait d'autant la sortie individuelle de chaque pays du sud en allégeant le poids réel de sa dette extérieure en euros.

On irait ainsi vers un ajustement complet des parités des nouvelles monnaies nationales, condition indispensable du retour à l'expansion et à l'emploi. Les dettes publiques extérieures en euros de chaque pays seraient converties en sa monnaie nationale, tandis que les dettes privées extérieures seraient converties en une unité commune de compte, équivalente à l'ancien écu et proche dans sa définition de ce que serait un euro comptable. Parallèlement, des accords d'aide financière

devraient être négociés au niveau de l'ensemble des partenaires pour faciliter la transition dans les pays en défaut financier partiel. Les pertes seraient ainsi réparties équitablement entre les créanciers.

La coopération européenne qui se substituerait de cette façon à la fracture actuelle contribuerait enfin à restaurer la croissance pour tous sur le continent.

*Publié dans le Figaro Vox, le vendredi 9 mai, 2014.*

<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/05/09/31007-20140509ARTFIG00087-et-si-l-allemande-et-la-france-s-entendaient-pour-sortir-de-l-euro.php>